



VIGILANCE & ACTION

*"Il n'y a qu'une fatalité, celle des peuples qui n'ont plus assez de forces pour se tenir debout et qui se couchent pour mourir".
"Le destin d'une nation se gagne chaque jour contre les causes internes et externes de destruction".*

N° 177 Juin / Juillet 2004 - 4 € - Bulletin mensuel de liaison du MIL - (ISSN 0989-3237)

LE COMMUNAUTARISME, FERMENT DE DIVISION NATIONALE

par **Armel PECHEUL**,

ancien recteur, professeur des universités

Intervention lors de la XIV^{ème} convention nationale du MIL (février 2004)

Avec le communautarisme, je voudrais que l'on réfléchisse quelques instants ensemble sur un danger qui menace gravement la France, la nation mais aussi, au delà sans doute, la civilisation occidentale.

Parlons d'abord de la France. La France, notre France, quelle est-elle ? La France, vous le savez, s'est construite progressivement pendant à peu près 1.500 ans à partir d'un modèle, notre modèle national, qui est celui de l'unité nationale. Pendant 1.500 ans, les souverains d'abord, les chefs d'Etat ensuite, les républiques enfin ont essayé de gommer toutes ces différences opposant des clans, des tribus, des territoires pour parvenir à une France unique. C'est cette France qui a été rayonnante, fière et généreuse sur l'ensemble de la planète. C'est un modèle, certes il y en a d'autres, mais c'est le nôtre, c'est celui de l'unité nationale.

La deuxième caractéristique traditionnelle de la France, cette fois depuis un peu moins longtemps, c'est la République. La République a donné une assise égalitaire, une assise populaire à cette unité nationale. Avec la République, l'unité était bien l'unité nationale puisqu'elle était la volonté de la nation, elle était la volonté générale. Et cette volonté générale s'est montrée particulièrement forte parce qu'elle a pu transcender tous les individualismes particuliers, tous les égoïsmes. Nous avons eu, nous avions, j'espère que nous aurons encore grâce à la République, grâce à la volonté générale un destin commun, un avenir commun, c'est à dire des raisons de vivre ensemble.

Le troisième pilier de notre modèle français était celui des droits de l'homme. Droits de l'homme qui étaient universels. Censés être universels en tout cas. A l'origine, on trouve la déclaration des droits de l'homme et du citoyen en France, en 1789. Elle a très vite connu un écho dans le monde entier parce que, précisément, elle avait une vocation à l'universel. Notre modèle de l'homme, c'est celui de l'homme libre, c'est essentiel.

Libre, mais également un homme qui est égal en dignité à tous les autres hommes. Au fond, le modèle français, c'est celui d'un homme qui a les mêmes droits, qu'il soit un homme, qu'il soit une femme, qu'il soit noir, qu'il soit blanc, qu'il soit géant, qu'il soit petit, qu'il soit en bonne santé ou qu'il soit handicapé. C'est cela notre modèle universel. C'est l'égalité devant les droits. Et c'est parce que nous sommes tous égaux devant la loi, parce que nous sommes tous égaux devant le droit que tout cela fonctionne. Parce que chacun sait bien, que parce qu'il est l'égal de l'autre, il peut naturellement parvenir à toutes les situations. Il n'est ni jaloux ni envieux puisque, par son mérite, par son talent, par ses connaissances, par sa volonté, il peut réaliser ce qu'il veut dans ce pays. Bref la France était bien la République universelle des droits de l'homme.

La France était aussi un pays qui, depuis 100 ans maintenant, était un pays apaisé. C'était une démocratie apaisée. Et pourquoi ? Eh bien, parce qu'on avait adopté le principe de laïcité. Le principe de laïcité, contrairement à ce que l'on dit ici ou là, est un principe de tolérance. Chacun pense ce qu'il veut, chacun croit ce qu'il veut : cela relève du domaine privé. Nous avons en France hérité d'une civilisation judéo-chrétienne dans laquelle il est dit depuis le début : «Rendons à Dieu ce qui est à Dieu», «Rendons à César ce qui est à César». C'est écrit dans la Bible. Cela veut dire que le pouvoir spirituel, le pouvoir religieux est différent du pouvoir politique, du pouvoir temporel. C'est cela la laïcité. La laïcité c'est la tolérance et la séparation du pouvoir religieux et du pouvoir politique. Une France unie autour d'une unité nationale, républicaine, démocratique respectueuse des droits de l'homme, apaisée. Tout ceci, bien évidemment, dans un cadre qui est celui de notre civilisation occidentale.

Il existe d'autres civilisations. Je ne porte pas de jugement sur elles. Elles sont objectivement respectables, mais ce ne

sont pas les nôtres. Nous avons, nous, des rapports particuliers entre les hommes et les femmes. Nous avons, nous, des rapports particuliers avec nos enfants. C'est ainsi que nous nous reconnaissons. C'est ainsi que nous avons voulu vivre et nous l'avons mérité parce que bien souvent, cet héritage, nous n'avons pu le protéger qu'au prix de conflits particulièrement meurtriers. Nos ancêtres, nos pères, nos frères, nos sœurs, nos amis sont morts pour cela. C'est donc une tradition qui puise loin dans le passé ses racines. C'est celle que nous voulons transmettre à nos enfants et c'est celle qui pour l'instant assure la cohésion nationale. C'est grâce à elle que nous pouvons parler ensemble, que nous pouvons nous reconnaître, que nous pouvons partager. C'est cela notre civilisation.

Tout ceci est, à mon avis, gravement menacé. Gravement menacé parce que d'aucuns tentent de nous imposer d'autres civilisations, d'autres modes de vie. Encore une fois, elles sont respectables, mais chez eux. On nous a assez reproché de coloniser les autres pour que nous nous permettions aujourd'hui de refuser d'être colonisés chez nous. Alors, on peut demander au monde occidental, et les médias ne manquent pas de le faire, de respecter les autres civilisations. Mais, au nom de la même liberté, je vous demande de refuser notre propre colonisation. Pourquoi, me direz-vous, en est-on arrivé là ? Pourquoi ce modèle sur lequel tout le monde était d'accord a-t-il progressivement volé en éclats ? Il n'y a pas une seule cause, il y en a plusieurs. Elles se sont ajoutées les unes aux autres en se renforçant aussi les unes avec les autres depuis 1974 et surtout depuis 1981.

Première raison, Jacques Rougeot le rappelait, c'est l'influence socialo-marxiste dans notre société. Depuis des dizaines d'années, elle pervertit tout en essayant d'imposer les «droits à» plutôt que les «droits de». «Nous avons le droit de...». C'est cela la liberté. Ils ont au contraire essayé d'imposer «les droits à» : «J'ai droit

à telle prestation, à tel avantage, la société me doit tout, je n'ai que des droits, je n'ai aucun devoir.» C'est cela cette mentalité marxiste, socialiste, qui est comme une gangrène dans les esprits, un cancer dans les comportements et dont les Français ne sont pas libérés et dont il faudra bien les libérer un jour parce que sinon, nous n'avancerons pas. Première cause.

La deuxième cause, c'est l'influence, quoi qu'on en dise, du monde soixante-huitard, de la philosophie du plaisir, de l'interdiction d'interdire, c'est-à-dire de cette espèce d'hédonisme généralisé. On ne veut pas travailler pour la collectivité, on refuse le principe d'autorité. On ne veut rien, sinon jouir de la vie. Mais si on se borne simplement à jouir de la vie, si on ne fait simplement que prendre du plaisir, naturellement on n'a plus de devoir. Et, si l'on n'a plus de devoir, il n'y a plus de collectivité, puisque naturellement il n'y a plus d'entité supérieure à qui on doit quelque chose. Donc la seconde cause, c'est bien évidemment la philosophie du plaisir, le freudisme, l'esprit soixante-huitard.

Troisième cause. Et là, s'il est vrai que les gouvernements de droite qui se sont épisodiquement succédé depuis 1981 ont accompli un certain nombre de réformes intéressantes, il y a un point sur lequel ils ont toujours échoué, c'est celui de la réforme des médias. Car les médias sont en grande partie responsables de la troisième cause de l'éclatement de la société. Tout d'abord, ils ont érigé la compassion en système généralisé. La solution à apporter aux malheurs d'un seul d'entre nous tient lieu de politique générale. C'est comme cela que l'on fragmente la société. La politique nationale est alors consacrée à la recherche de solutions pour des questions qui ne relèvent pas de ce niveau, mais bien souvent de l'échelon local. De sorte qu'au lieu de traiter de l'avenir de la France, de notre projet commun, on généralise cette espèce de tristesse, cette espèce de pessimisme, tout devient si noir et si petit : c'est un autre facteur d'éclatement de la société.

Un quatrième facteur vise plutôt d'autres gouvernements que ceux que l'on soutient ordinairement dans cette salle : c'est la démagogie. La démagogie est érigée comme méthode de gouvernement par nos adversaires. Au lieu de présenter un projet commun pour permettre à la France d'avancer, on redistribue les revenus des autres, en leur donnant par surcroît mauvaise conscience, jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de revenus à distribuer !

Mais il y a aussi en France, on l'a trop vite oublié, des adversaires de la nation, des adversaires de l'unité nationale. Et, ils ne sont pas tous à gauche ! C'est un sujet sur lequel il faut résolument choisir : moi, je suis pour la France. Et elle a aujourd'hui terriblement besoin de nous. L'unité

nationale ne pèse d'aucun poids depuis une trentaine d'années dans la construction européenne. Ceux qui ont l'honneur de représenter la France dans les institutions européennes sont trop souvent des fédéralistes. Ces fédéralistes sont d'ailleurs aussi ceux qui sont les plus régionalistes. Or, comment voulez-vous conserver l'unité nationale si par le haut vous défaites la France au profit d'une autre entité juridique et politique, et si par le bas vous détricotez le pays au profit de multiples nouvelles petites baronnies ? Là aussi, il faut être très clair. Je ne suis pas contre la construction européenne. C'est important, dans le monde des relations internationales, de présenter une image forte du monde occidental, surtout avec les menaces qui pèsent sur lui aujourd'hui. Mais il ne peut s'agir que d'une construction juridique et politique d'Etats-nations, une confédération, une coopération d'Etats. Car, à l'inverse, le fédéralisme diluera toute notre substance nationale. Comment voulez-vous que nos concitoyens s'y retrouvent au sein de cette multitude de confettis de pouvoirs ? Faut-il aller voir son maire ? Faut-il s'adresser au président du syndicat intercommunal d'eaux et d'électricité ? Est-ce que je vais voir le président de la communauté d'agglomération ? Doit-on interpellier le président du conseil général ? demander au président du conseil régional ? aux députés, aux sénateurs, au gouvernement, au président de la France ? à la commission européenne, au conseil ? Comment voulez-vous qu'ils s'y retrouvent ? Et comment voulez-vous qu'ils aient encore une volonté nationale alors que l'on est devant eux en train de justifier l'éclatement de la nation ? Donc, là aussi, ne nous y trompons pas. L'Europe, pourquoi pas ? Mais pas n'importe quelle Europe et surtout pas au détriment de la nation. Sinon, effectivement, les gens n'y croiront plus et cela renforcera le poids politique des petits groupes organisés pour revendiquer des droits particuliers à leur seul profit.

Et puis, avant-dernier facteur, il existe d'authentiques révolutionnaires dans ce pays. Ils veulent casser le système. Ils veulent casser la France. Ils veulent casser la nation. Qui sont-ils ? Une espèce de conglomérat de mécontents de tous ordres que l'on voit surtout brailer dans un ensemble rassemblant le bas clergé révolutionnaire et le lumpenprolétariat du XIX^{ème} siècle. Ils sont altermondialistes, ou bien écologistes, ou bien encore trotskistes. On les voit régulièrement dans la rue pour les mêmes manifestations contre les mêmes mesures gouvernementales depuis une dizaine d'années. Ne vous y trompez pas, ce sont d'authentiques révolutionnaires : ils veulent casser le système. Et plus ils peuvent fragmenter l'unité nationale, plus ils sont déterminés et combattifs parce que c'est le meilleur moyen de mettre à mal le pays.

Reste enfin, comme dernière cause, les intégristes, les nouveaux intégristes. Et là, il nous faut faire très attention. On ne dîne pas avec le diable, même avec une grande cuillère. Il est vrai que tous les musulmans qui vivent en France n'ont pas la volonté de faire passer la France sous la coupe islamiste. Seulement, comment voulez-vous que les gens qui sont plutôt versés dans une religion, dans une culture, dans une civilisation ne soient pas à l'écoute des plus intégristes d'entre eux si nous n'avons rien à leur offrir en échange, si nous n'avons rien à leur proposer comme autre modèle ? Or, dans ce pays, depuis vingt ans, depuis trente ans, on a raté l'intégration, l'assimilation. On l'a ratée complètement. A l'école, par exemple, on a voulu, au prétexte d'ouverture, pratiquer ce que l'on a appelé l'apprentissage des cultures d'origine, des langues d'origine. On a dit à tous ces jeunes gens qui n'en demandaient pas tant : «Vous n'êtes pas français, vous êtes de telle ethnie, de telle autre partie du monde : conservez donc votre culture, votre langue». J'ai fait cette expérience une fois en visitant, je crois, la Seine-et-Marne. Dans une école primaire, il y avait une très forte communauté malienne. Or, dans la corne ouest de l'Afrique il existe un dialecte que l'on appelle le «soninké». Et à l'école primaire, que croyez-vous que l'on enseignait à tous ces petits Maliens pour les intégrer, y compris d'ailleurs aux petits Français qui étaient là en nombre minoritaire ? Le «soninké». Tout respect gardé pour cette langue, comment voulez-vous trouver du travail en France avec du «soninké» ? Comment voulez-vous vous intégrer à la culture française avec le «soninké» ? Je respecte parfaitement les grand-mères bretonnes qui continuent à transmettre le breton dans les soirées familiales, la crêpe Suzette, le biniou, les fest-noz, très bien. Mais lorsque tous ces jeunes gens vont à l'école, ils doivent apprendre le français. Dans la France d'aujourd'hui, la question de l'intégration, la question de l'assimilation est un drame et certainement une bombe à retardement. On a eu peur, on a succombé au politiquement correct. On a voulu faire du multiculturalisme, du multiracial, du multiculturel. Le résultat est là : personne ne se reconnaît plus dans notre communauté nationale ; alors chacun cherche la protection de sa propre communauté. C'est cela le communautarisme. Et c'est bien sur ce terreau que se développe l'intégrisme des islamistes les plus radicaux.

On voit donc bien que la République est agressée par les multiples formes de communautarisme. La République est en train de se diluer sous nos yeux. A part pour la coupe du monde de football, on ne rencontre plus guère en France de personne qui défende une politique nationale, une vision nationale, un projet commun qui concernerait tous les Français. Ce que l'on voit surtout, ce sont des petits groupes qui

manifestent des demandes, de plus en plus insensées, avec des comportements de plus en plus violents. Les revendications particulières fusent de toute part. Les Bretons les plus exacerbés veulent l'école Diwan. Les Basques et les Corses veulent remplacer le français par leurs langues régionales. A Sciences-Po, on nous fait le coup de la discrimination positive. Les autorités politiques les plus importantes admettent désormais qu'il existe des zones de non droit. Ce sont aussi des zones de non civilisation : c'est effrayant. Mais surtout, et c'est essentiel, ces petits groupes, ces communautés, les Bretons, les homosexuels, les islamistes, les intermittents du spectacle revendiquent des droits en tant que membres de ces petits groupes. Prenons les cas des droits revendiqués au nom d'une pratique sexuelle. En France, nous vivons dans un pays de liberté. Chacun fait ce qu'il veut dans sa chambre, dès lors qu'il s'agit de majeurs consentants. Mais faut-il accorder des droits en fonction des pratiques sexuelles des uns et des autres ? En viendra-t-on à obtenir son diplôme, son travail, ses ressources, son logement non pas en fonction de ses efforts, de ses talents, non pas en fonction de sa volonté, mais en fonction de sa couleur de peau, de son orientation sexuelle, de sa domiciliation ou de son statut de victime ? En fait, dans un tel système, chacun vit aux dépens des autres puisque la nation n'est plus là pour rassembler. Plus grave encore, cela conduit naturellement au relativisme. Tout vaut tout, puisque rien ne vaut rien. Donc chacun ne doit connaître d'autre limite aujourd'hui que

ses envies ou ses plaisirs. Et il n'y a pas besoin de comprendre l'autre pour exister puisqu'il suffit que j'affirme ma spécificité pour avoir des droits. Et, bien évidemment, les médias nous expliquent qu'il ne faut surtout rien dire, car toute contestation de ces phénomènes est l'expression d'une forme de violence envers ces communautés. En réalité, qu'est-on en train de faire au nom de l'antiracisme, au nom de la tolérance ? On est en train de « racialiser » la France. La France devient de plus en plus raciste parce que chacun s'enferme dans son déterminisme, dans son identité, dans sa naissance, dans sa couleur de peau, dans sa religion, dans ses pulsions. C'est tout le contraire de l'autonomie de la personne. Voilà deux cents ans qu'avec les droits de l'homme, la France a essayé de démontrer au reste du monde qu'une personne doit être libre, autonome, pouvoir s'affranchir de ces contraintes de la naissance pour acquérir la liberté grâce à ses efforts et à ses talents. Aujourd'hui, on pratique la méthode inverse, on enferme progressivement les gens à l'intérieur dans les limites étroites de leur identité. Et naturellement, cela favorise l'envie, le ressentiment des uns contre les autres, l'envie des petits groupes. Chacun ici comprend bien que, puisqu'il n'y a plus rien pour rassembler, les groupes, enfermés dans leur communauté, sont de plus en plus jaloux les uns des autres. Et il y aura nécessairement de la violence entre les groupes. Elle existe déjà. Et c'est pour cela qu'il faut être très inquiet. Les conséquences politiques seront aussi énormes. Si on n'y prend pas garde, si on n'affirme pas

clairement notre projet commun, la politique se bornera à effectuer des arbitrages entre les petits groupes organisés. Ce seront des arbitrages entre des intérêts rivaux et, au lieu de favoriser la paix civile, ce qui doit être l'objectif premier du politique, on favorisera au contraire des revendications de plus en plus identitaires et on parviendra à terme à ce que l'on voulait surtout éviter : donner aux intégristes un puissant levier pour asséoir leur pouvoir.

Il n'y a donc pas de solution ponctuelle au problème du communautarisme. Seule la volonté générale peut transcender tous ces ferments de fragmentation du pays et de la société. Il faut dire clairement que la politique n'a pas su intégrer, assimiler depuis un certain nombre d'années. Et la solution de la discrimination positive n'est pas une bonne solution. Au contraire, il faut trouver de nouveaux moyens d'assimiler, d'intégrer tous ces groupes qui se sentent aujourd'hui si différents. Pour cela, il faut les rassembler autour d'un projet commun à tous les habitants de ce pays : c'est la communauté nationale seule qui peut éviter les communautarismes. Il faut alors oser affirmer que l'entrée dans la communauté nationale se mérite. Cette entrée implique certainement le renoncement à une partie de son identité culturelle d'origine au profit d'une identité commune, la nôtre, celle de la civilisation occidentale. Nous respectons les autres civilisations, la nôtre est tout aussi respectable. Mais c'est aussi à nous de montrer que nous n'avons pas honte. Sinon, comment voulez-vous qu'on ait envie de nous rejoindre ?

CI NQUANTI ÈME ANNI VERSAIRE DE LA FIN DES COMBATS DE DIÊN BIÊN PHU

allocution de Jacques CHIRAC, président de la république

Le 7 mai 1954, dans l'après-midi, un silence impressionnant descendit sur Diên Biên Phu. Le grondement sourd, les explosions qui secouaient les points d'appui avaient cessé. Les lance-fusées ne poussaient plus leur hurlement terrifiant. L'artillerie s'était tue. Les combats furieux qui s'étaient poursuivis toute la nuit sur ces pitons qui portaient de gracieux noms de femmes s'étaient arrêtés. Une bataille terrible qui durait depuis cinquante-six jours venait de s'achever. Le camp retranché était tombé, sans capituler.

C'était la fin des combats de Diên Biên Phu. C'était aussi, d'une lutte inégale, l'issue inéluctable que les soldats du Corps expéditionnaire français avaient repoussée au-delà des limites du possible. Sans sommeil, à court de munitions, de pansements, de vivres, ils s'étaient battus de toutes leurs forces, avec un courage

extraordinaire, avec l'énergie du désespoir, pour l'honneur des armes et l'honneur de la France.

Le calvaire des survivants n'était pas terminé. Épuisés, blessés, mourants, ils s'enfoncèrent dans la nuit des pistes. Leurs longues colonnes se perdirent et disparurent sans traces vers les camps de la mort lente. Un tout petit nombre seulement reviendrait de cet enfer.

Depuis sept ans que durait la guerre d'Indochine, il y avait eu des batailles acharnées, des accrochages féroces, des embuscades meurtrières, des assauts désespérés où les hommes du Corps expéditionnaire avaient donné la mesure de leur valeur militaire et de leur très grande bravoure.

Dans la cuvette de Diên Biên Phu que les pluies, la boue, le fracas, la fureur des combats et l'odeur de la mort avaient transformée en un champ de bataille hal-

lucinant, ces soldats d'élite furent des combattants magnifiques. Avec générosité, avec loyauté, avec héroïsme surtout, ils sont allés au bout de ce qu'exigent l'abnégation et l'esprit de sacrifice.

C'était il y a cinquante ans, au cours d'une guerre cruelle, lointaine et incomprise des Français.

Dans les nombreuses pages de gloire et de déchirement que compte notre histoire, Diên Biên Phu occupe une place à part. Très vite, la farouche résistance de ce camp retranché s'est élevée au rang d'une légende, au rang d'un mythe. Aujourd'hui, le nom de Diên Biên Phu est devenu le symbole même de l'honneur militaire défendu jusqu'à l'extrême limite des forces humaines.

Ainsi, il y a cinquante ans, à des milliers de kilomètres de leur patrie, dans une vallée oubliée du Haut-Tonkin, les hommes

de Diên Biên Phu ont écrit avec leur sang une nouvelle geste qui renoue, par-delà les siècles, avec l'héroïsme de la Chanson de Roland. Dans la plaine de Diên Biên Phu, comme à Roncevaux, des soldats, en se sacrifiant jusqu'au dernier, ont transmué un désastre en une épopée.

L'émotion nous saisit lorsque nous essayons d'imaginer ce qu'a été cette tragédie.

De ces soldats malheureux, vous êtes aujourd'hui les rares survivants.

Vos frères d'armes étaient originaires de la métropole, du Maghreb, de l'Afrique, du Laos, du Cambodge, du Vietnam et de la Légion Etrangère. Tous s'étaient engagés par idéal ou par goût de l'aventure. Français par le sol ou Français par le coeur et par le sang versé, blessés au plus profond d'eux-mêmes, ils ont eu trop souvent, trop longtemps, le sentiment d'être des combattants oubliés, voire abandonnés.

C'est vous tous que la République, rassemblée autour de ses soldats, honore aujourd'hui dans ce haut lieu nimbé de gloire militaire. Ce sont vos camarades disparus dont nous saluons la mémoire. Officiers, sous-officiers, légionnaires, parachutistes et soldats, médecins et infirmiers, aviateurs et marins, vivants ou morts, unis à tout jamais dans une fraternité d'armes qui force l'admiration, la nation tout entière veut vous dire sa fidélité et son infinie reconnaissance.

Votre victoire et votre gloire, c'est d'avoir laissé, dans un affrontement tragique où le courage de l'adversaire était égal au vôtre, l'exemple de l'héroïsme le plus pur, comme un chant de force pour les hommes.

hôtel des invalides - paris vendredi 7 mai 2004

Communiqué de presse du 11 mai 2004 :

ELECTIONS EUROPEENNES : BATTONS LA GAUCHE

Après sa défaite de 2002, la gauche n'est animée que par l'esprit de vengeance. Son seul objectif pour les élections européennes, comme lors des élections régionales, est d'affaiblir le gouvernement de façon à l'empêcher de mener à bien les réformes indispensables au redressement de la France.

Le Mouvement Initiative et Liberté (M.I.L.) appelle donc les Français à faire barrage à cette mauvaise action. Pour cela, un seul mot d'ordre : battre la gauche.

Faire barrage à la gauche est un devoir civique.



LES CAMPAGNES MILITANTES

Le Mouvement Initiative et Liberté (MIL) lance des campagnes militantes. Si vous souhaitez y participer activement, nous vous invitons à commander notre matériel de propagande par courrier. Nous vous fournirons en fonction de nos stocks disponibles.



affiches (65x45 cm) : 5 x =

affiches (65x45 cm) : 5 x =

affiches (65x45 cm) : 5 x =

affiches (65x45 cm) : 5 x =

affiches (65x45 cm) : 5 x =

VIGILANCE & ACTION est édité par le M.I.L. - Directeur de la publication : R. BÉTEILLE

Imprimerie spéciale - Dépôt légal à parution - CPPAP 0105 P 11181

Demande d'adhésion

Nom Prénom.....
 Adresse
 Code postal Ville
 Téléphone Portable Télécopie Courriel@.....
 Date et lieu de naissance Souhaitez-vous être adhérent , adhérent actif ou militant ?
 Profession

- Je désire recevoir une documentation sur le M.I.L.
- Je désire soutenir financièrement les campagnes du MIL et verse :
 - 100 € ou plus 50 € 30 € 20 €
- Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion) au M.I.L. pour l'année :
 - Cotisation de membre et abonnement au journal : 40 € Cotisation couple : 40 € Cotisation simple : 25 € Cotisation chômeur : 10 €
 - Cotisation pour la carte de membre donateur : 80 € Cotisation pour la carte de membre bienfaiteur : à partir de 160 €
- Je désire m'abonner à « Vigilance et Action » (pour les non adhérents) : soutien : à partir de 160 € simple 30 €
- Je désire recevoir gratuitement le nouveau manifeste du MIL.

Date

Signature

À remplir en lettres majuscules et à renvoyer au M.I.L., 75 rue Louis-Rouquier 92300 Levallois-Perret

Tél. 01 47 57 34 44 - Télécopie 01 47 57 34 24 - Courriel : m.i.l@noos.fr - Site Internet : www.supermachine.org/mil/

MIL : La droite civique, gaulliste et patriote

Conformément à l'article 27 de la Loi n°78-17 du 6/1/78 relative à l'informa-tique, aux fichiers et aux libertés, les réponses aux différentes rubriques de ce bulletin sont facultatives. Les informations qu'elles contiennent sont à usage strictement interne et ne peuvent être communiquées qu'à des responsables désignés par le Bureau National. Vous disposez d'un droit d'accès et de rectification sur justification de votre identité.